

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 31 (2026)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : émission inaugurale de « Panda bonds » pour 1 Md USD
- ❖ Malaisie : aux portes du statut d'économie à haut revenu avec un PIB/habitant juste 7% sous le seuil
- ❖ Cambodge : au premier semestre 2026, les exportations vers les Etats-Unis ont crû de 30 % en g.a

LE CHIFFRE À RETENIR

62 %

Augmentation en g.a.
des ventes de véhicules
électriques dans la
région au T2 2026

Région

Les nouveaux droits de douane américains accentuent les incertitudes commerciales régionales

Les États-Unis ont annoncé l'instauration de nouveaux droits de douane, applicables depuis le 25 juillet 2026, avec des taux différenciés : 10 % pour l'Indonésie, la Malaisie et le Cambodge, et 12,5 % pour Singapour, la Thaïlande, le Vietnam et les Philippines. Ces mesures, justifiées par Washington par la lutte contre le travail forcé, suscitent des interrogations dans les économies fortement dépendantes des échanges extérieurs. À Singapour, le ministre des Affaires Etrangères Vivian Balakrishnan a contesté le bien-fondé des droits de douane, soulignant que les États-Unis dégagent un excédent commercial vis-à-vis de la cité-État. En Thaïlande, les autorités estiment que les secteurs des produits alimentaires transformés, des pièces automobiles, de la joaillerie, du mobilier et du textile sont particulièrement exposés, alors que les exportations ont atteint 196,7 Md USD au premier semestre 2026, en hausse de 17,6 % sur un an. En Malaisie, les entreprises anticipent un renforcement des exigences américaines en matière de traçabilité des chaînes d'approvisionnement, tandis que l'Indonésie négocie activement avec le représentant américain pour le commerce (USTR), pour obtenir la meilleure ligne tarifaire possible, tout en protégeant des secteurs clés comme l'huile de palme.

Les ventes de véhicules électriques bondissent sous l'effet de la hausse des prix des carburants

Les ventes de véhicules électriques en Asie du Sud-Est ont progressé de 62 % en glissement annuel (g.a.) sur la période de mars à juin 2026, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), une croissance portée par la Thaïlande, le Vietnam – où les ventes ont doublé – et l'Indonésie. Ce bond s'inscrit dans un contexte de forte hausse des prix des carburants consécutive au conflit au Moyen-Orient, les prix du diesel ayant dépassé 100 % de hausse à certains moments aux Philippines, au Vietnam et en Malaisie. À l'échelle mondiale, les ventes ont progressé de 35 % entre avril et juin pour dépasser 5 millions d'unités, tandis que l'AIE prévoit une hausse de 10 % des ventes mondiales sur l'ensemble de 2026. A ce rythme, les véhicules électriques représenteraient 29 % des ventes automobiles mondiales de 2026. Cette dynamique régionale contraste avec la Chine, où les ventes ont reculé de 16 % sur la période après la réduction des subventions publiques.

Indonésie

Démission du gouverneur de la Banque centrale Perry Warjiyo

Le 27 juillet, Bank Indonesia a annoncé la démission de son gouverneur, Perry Warjiyo, pour des « raisons personnelles ». À la tête de la banque centrale depuis 2018, celui-ci quitte ses fonctions près de deux ans avant le terme de son second mandat (2023-2028). Conformément à la législation, la vice-gouverneure Destry Damayanti assure l'intérim dans l'attente de la nomination d'un successeur par le président Prabowo Subianto, qui devra ensuite être approuvé par le Parlement indonésien. Cette transition intervient dans un contexte particulièrement sensible. D'une part, la Banque centrale fait face à des tensions persistantes sur les marchés financiers (recul de l'indice composite IDX de 28 % depuis le début de l'année – au 30 juillet) et à la dépréciation historique de la roupie (-8, % sur la période). A l'annonce de la démission, la réaction des marchés a toutefois été modérée (-0,41 % pour la monnaie et -1,7 % pour l'indice composite IDX à la clôture de la séance du 27 juillet). D'autre part, ce changement intervient dans un contexte où les interrogations relatives à l'indépendance de la banque centrale demeurent. La révision de la loi P2SK par le Parlement en juin avait élargi le mandat de Bank Indonesia, qui inclut désormais le soutien à la croissance économique et à la création d'emplois. Elle a également renforcé les prérogatives du Parlement à l'égard de l'institution, notamment de recommandations et de révocation des membres du Conseil des gouverneurs (cf. *Brèves semaine 23*).

L'Indonésie réalise sa première émission d'obligations souveraines sur le marché chinois

L'Indonésie a réalisé sa première émission d'obligations souveraines libellées en yuan (*Panda Bonds*), levant 7 Md CNY (1 Md USD) afin de financer le budget de l'État 2026. L'opération, réalisée le 23 juillet avec règlement le 30 juillet, comprend une tranche de 5,6 Md CNY (828,3 M USD) à trois ans assortie d'un coupon de 1,90 % et une tranche de 1,4 Md CNY (207,7 M USD) à cinq ans avec un coupon de 2,19 %. Notée AAA (perspective stable) par China Lianhe Credit Rating, cette première émission a suscité une forte demande, avec un carnet d'ordres de 17 Md CNY (2,5 Md USD), soit un ratio de souscription de 2,4 fois le montant émis. Bank of China a agi comme chef de file de l'opération. Cette première émission sur le marché obligataire domestique chinois s'inscrit dans la stratégie du gouvernement indonésien visant à diversifier ses sources de financement, tout en renforçant son accès aux investisseurs institutionnels chinois.

Tranche	3 ans	5 ans
Echéance	30 juillet 2029	30 juillet 2031
Montant	5,6 Md CNY (828,3 M USD)	1,4 Md CNY (207,7 M USD)
Coupon	1,90 %	2,19 %

Malaisie

L'OCDE publie son Etude économique de la Malaisie 2026 et une série de recommandations

En forte convergence, le PIB/habitant de la Malaisie a grimpé à 65 % de la moyenne de l'OCDE. Le pays frôle le statut d'économie à haut revenu, se situant à 7,1 % (12 380 USD) en dessous du seuil (14 375 USD). Démontrant sa résilience face aux chocs, l'économie devrait croître de 4,9 % en 2026 (avec une inflation contenue à 2,1 %) et de 5,0 % en 2027 selon l'OCDE. Toutefois, cette dernière recommande plusieurs réformes pour contrer les vents contraires. Pour atteindre l'objectif de déficit à 3 % du PIB d'ici 2028, l'organisme international recommande les mesures de consolidation fiscale suivantes : réintroduction d'une TVA, suppression progressive des subventions aux carburants (représentant près d'1/6ème des dépenses courantes) et report de l'âge de la retraite à 65 ans face au vieillissement démographique. Côté environnement, face à un mix électrique dominé à 80 % par les énergies fossiles en 2024 et des émissions de gaz à effet de serre en croissance (+110 % entre 2000 et 2025), l'OCDE suggère l'introduction d'une taxe carbone, des investissements massifs dans les énergies renouvelables et la finalisation du Plan National d'Adaptation pour faire face au déficit de protection dû aux catastrophes naturelles. Pour relancer la productivité, l'institution appelle à renforcer le droit de la concurrence,

rationaliser les aides aux PME et supprimer les traitements préférentiels aux entreprises d'Etat. Enfin, la modernisation du capital humain étant un défi majeur identifié dans cette étude, l'OCDE conseille d'augmenter les dépenses publiques éducatives, pour les porter à la moyenne OCDE de 5 % du PIB, contre 3,5 % actuellement. En outre, elle évoque la nécessité de rendre l'école maternelle gratuite et obligatoire et de rapprocher universités et entreprises pour résorber un sous-emploi des jeunes diplômés du supérieur qui atteint aujourd'hui 35,6 %.

La Malaisie vise le top 10 mondial de l'intelligence artificielle grâce à son nouveau Plan d'Action National sur l'IA 2026-2030

Inaugurée le 28 juillet, l'agence AI Malaysia pilotera le tout nouveau Plan d'Action National sur l'IA 2026-2030, qui ambitionne de hisser le pays dans le top 10 mondial du Global AI Index. Cette feuille de route vise à générer +1,2 pp. de croissance attribuable à l'IA et à créer 300 000 nouveaux emplois. Elle prévoit également d'équiper 1,5 M de PME en outils d'IA, d'accroître la productivité médicale jusqu'à 40 %, et de réduire de 35 % les coûts budgétaires dans les domaines impactés. Le gouvernement souhaite accélérer l'adoption de l'IA afin de gagner en productivité industrielle et de transformer les services fondamentaux (éducation, santé, sécurité agroalimentaire, accès aux services publics). Ce chantier s'appuiera notamment sur le capital humain et un modèle de financement durable. Sur ce dernier point, l'effort sera porté par une synergie public-privé, via un Fonds d'investissement pour les talents, soutenu par les fleurons de l'Etat, et l'émission d'obligations islamiques (*sukuk*) destinées à bâtir des centres de données écoresponsables et des supercalculateurs. Aucun budget pour soutenir cette politique n'a pour autant été annoncé.

Le marché du travail reste dynamique au premier trimestre 2026, malgré des salaires toujours polarisés

Au premier trimestre 2026, la population active compte 17,2 M de personnes, avec 16,7 M de personnes en emploi (+1 % en g.a.) et un taux de chômage en baisse à 2,9 %. Parmi les 10,8 M de salariés malaisiens, 7,05 M travaillent dans le secteur formel, une proportion en progression de +3,8 % en g.a., tirée par l'emploi féminin (+4,1 %) et l'insertion des jeunes (+20 %). Le secteur des services emploie 68,3 % des travailleurs formels, suivi de l'industrie manufacturière (17,5 %). Le salaire mensuel médian s'établit à 740 USD en mars (+0,9 % en g.a.). Toutefois, il masque de profondes polarisations genrées, avec des salaires progressant plus vite pour les hommes (+2,1 %) que pour les femmes (+0,6 %), et des disparités géographiques et ethniques, la minorité chinoise affichant le salaire médian de très loin le

plus élevé (1 124 USD contre 635 USD pour la majorité Bumiputera). Enfin, l'écart de richesse reste important : les 10 % des salariés les mieux rémunérés gagnent au moins 2 810 USD par mois, soit 6,8 fois plus que les 10 % les moins bien payés (415 USD).

Singapour

La Monetary Authority of Singapore resserre légèrement sa politique monétaire face aux risques inflationnistes

La Monetary Authority of Singapore (MAS) a légèrement renforcé sa politique monétaire en relevant la pente de la bande de fluctuation du taux de change effectif nominal du dollar de Singapour (S\$NEER), tout en maintenant inchangée sa prévision d'inflation pour 2026 entre 1,5 % et 2,5 %. Cette décision intervient alors que l'économie singapourienne a progressé de 5,7 % en g.a. au deuxième trimestre 2026, portée par la demande mondiale liée à l'intelligence artificielle, qui compense le ralentissement des secteurs dépendants du pétrole, dont l'activité s'est contractée de 11 % sur un an. La MAS estime que le conflit au Moyen-Orient affecte davantage l'inflation que la croissance, les hausses des coûts de l'énergie et du transport devant maintenir l'inflation sous-jacente à un niveau élevé jusqu'au début de 2027. En parallèle, le gouvernement a annoncé un nouveau plan de soutien de 900 M SGD en faveur des ménages et des entreprises, après une première enveloppe de 1 Md SGD dévoilée en avril. Ce dispositif comprend un renforcement des garanties publiques sur les prêts aux PME, une aide exceptionnelle pouvant atteindre 2 500 SGD par entreprise, ainsi que des mesures de soutien ciblées pour les ménages et les commerçants afin d'atténuer les effets de la hausse durable des coûts de l'énergie et des importations.

Singapour érige l'énergie en priorité en rebaptisant le ministère du Commerce et de l'Industrie

Le gouvernement singapourien a placé l'énergie au cœur de sa stratégie économique en annonçant le changement de nom du ministère du Commerce et de l'Industrie en ministère de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie, dans le cadre d'un remaniement ministériel entrant en vigueur le 27 juillet 2026. Ce portefeuille sera codirigé par le vice-Premier ministre Gan Kim Yong et Dr. Tan See Leng. Le Premier ministre Lawrence Wong a justifié cette réorganisation par le rôle croissant de l'énergie dans la compétitivité, la transformation industrielle et la résilience économique de Singapour, alors que la cité-État demeure exposée à la hausse des prix de l'énergie provoquée par le conflit au Moyen-Orient. Au-delà de la gestion des tensions sur les marchés pétroliers, cette évolution traduit également la volonté du gouvernement d'accélérer la transition énergétique.

La production manufacturière ralentit en juin malgré la vigueur persistante de l'électronique

La production manufacturière de Singapour a progressé de 7,2 % en g.a. en juin 2026, après une hausse révisée de 17,8 % en mai, un résultat inférieur aux anticipations des économistes (9,3 %). Hors secteur biomédical, la production a augmenté de 9,6 %, tandis qu'elle a reculé de 7,2 % en données corrigées des variations saisonnières par rapport au mois précédent. L'activité demeure principalement soutenue par l'électronique, dont la production a progressé de 21,3 %, portée par la demande liée à l'intelligence artificielle. Les segments des équipements de télécommunication et de l'électronique grand public (+32,1 %) ainsi que des semi-conducteurs (+21,1 %) ont enregistré les plus fortes hausses. L'ingénierie de précision (+14,9 %) et l'ingénierie des transports (+4,6 %) ont également contribué à la croissance, grâce à la production d'équipements pour semi-conducteurs, aux pièces aéronautiques et à l'entretien des avions. À l'inverse, les secteurs de la chimie (-11,7 %), du biomédical (-11,4 %) et de l'industrie manufacturière générale (-6,8 %) se sont contractés, pénalisés notamment par des perturbations d'approvisionnement en matières premières pétrochimiques et un recul de la production pharmaceutique.

Vietnam

Lutte contre le blanchiment de capitaux : Des mesures d'urgence pour améliorer le dispositif national

Le gouvernement vietnamien a publié le 24 juillet la résolution n° 66.23/2026/NQ-CP qui modifie et complète des dispositions de la loi de 2022 sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Ce texte, applicable jusqu'en février 2027, vise à combler les lacunes de la législation actuelle pour faire sortir le Vietnam de la liste grise du GAFI (groupe d'action financière) sur laquelle il figure depuis 2023, et, depuis 2026 sur la liste européenne des Etats non coopératifs en matière fiscale, en raison des défaillances de son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme (LBCFT). Les modifications introduites concernent l'identification des bénéficiaires effectifs, la transparence des montages juridiques, les obligations en matière de connaissance des clients (KYC) dont leurs mises à jour et leur classification en fonction des risques. Cette résolution prévoit que les informations collectées par les professions assujetties à la LBCFT pourront être partagées avec les organismes publics en charge de mener les activités de supervision, d'inspection et de contrôle.

Le déploiement national de l'essence E10 stimule les importations vietnamiennes d'éthanol

La généralisation de l'essence E10 (contenant 10 % d'éthanol contre 5 % auparavant), obligatoire depuis le 1er juin 2026, entraîne une hausse marquée de la demande vietnamienne d'éthanol et ouvre un marché d'importation dont les États-Unis sont, à ce stade, le premier fournisseur. Selon un rapport du département américain de l'Agriculture (USDA), les livraisons américaines ont atteint 4,3 M USD en 2025, soit 58 % des importations vietnamiennes d'éthanol en valeur. La demande mensuelle pour le mélange E10 est estimée entre 92 000 et 100 000 m³ pour 2026, alors que les six unités nationales, dont trois seulement en activité, ne produisent qu'environ 25 000 m³, couvrant à peine 25 à 27 % des besoins et 40 % à pleine capacité. Ce déficit structurel, aggravé par une filière manioc peu productive, contraint le pays à recourir aux importations (principalement des États-Unis, de Corée du Sud, ou de Singapour).

Le gouvernement vietnamien révisé son plan directeur ferroviaire

La décision n°1093, récemment signée, modifie le plan directeur ferroviaire 2021-2030 en actualisant plusieurs priorités d'investissement et certains tracés. La principale modification concerne le remplacement de la ligne Kep–Chi Linh par la ligne Kep–Ha Long–Cai Lan, afin de renforcer la desserte de la province de Quang Ninh et du port de Cai Lan. Le texte précise également le calendrier des investissements : six des sept lignes ferroviaires existantes seront rénovées avant 2030, la dernière après cette échéance. Il confirme la construction de 16 nouvelles lignes à écartement standard (1 435 mm), dont dix seront engagées avant 2030, notamment dans le nord du pays (4 lignes dont Lao Cai – Hanoï – Haiphong). Les six autres lignes seront développées après 2030. Deux lignes à grande vitesse sont également prévues : la ligne Nord-Sud, qui devrait faire l'objet d'investissements en deux phases, avant et après 2030, et la ligne Hanoï–Quang Ninh, classée comme prioritaire pour un développement avant 2030. Enfin, le plan met l'accent sur le renforcement de la connectivité interrégionale et internationale avec des liaisons stratégiques vers la Chine (Hai Phong – Ha Long – Mong Cai), le Laos (My Thuy – Lao Bao) et le Cambodge (Hô Chi Minh-Ville – Tay Ninh).

Thaïlande

Mégaprojets : le Land Bridge suspendu au profit du développement du port de Ranong et de la voie ferrée Chumphon-Ranong

À l'issue de l'étude de faisabilité du projet de Land Bridge (liaison terrestre entre le golfe de Thaïlande et la mer d'Andaman, coût estimé à 28 Md USD), le Vice premier-ministre et ministre des Finances Ekniti (président du comité d'évaluation) a annoncé l'abandon du projet. En cause, une faible rentabilité (taux de

rendement financier tombé de 8,0 % à 4,8 %, la valeur actuelle nette est désormais négative), des volumes de fret insuffisants et des risques environnementaux majeurs. Le Premier-ministre Anutin a néanmoins nuancé le sort du projet, expliquant qu'il pourrait être réactivé si « les conditions économiques et géopolitiques le rendaient nécessaire ». Le gouvernement a annoncé à la priorisation de deux projets adjacents au Land Bridge « alignés sur la demande du secteur privé » : (i) le développement du port en eau profonde de Ranong et (ii) le doublement de la voie ferrée Chumphon-Ranong. La conception détaillée de ce dernier projet (110km de voie ferrée, coût estimé à 750 M USD) est achevée et son rapport d'étude d'impact environnemental (EIA) est en cours d'examen. L'ouverture des appels d'offres de construction est visée au plus tôt en 2027.

Semi-conducteurs : le ministère de l'Enseignement supérieur présente sa feuille de route pour la montée en gamme du secteur

Le ministère de l'Enseignement supérieur, des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation (MHESI) a présenté « *Siam Silica* » le 27 juillet 2026, la feuille de route éducative du plan national de développement des semi-conducteurs. La feuille de route vise cinq segments stratégiques : photonique, packaging avancé, conception silicium, photonique quantique, composants de puissance. Des objectifs quantitatifs sont énoncés à horizon 2030, à la fois en matière de formation (152 enseignants-chercheurs, 950 chercheurs/experts/ingénieurs seniors, 553 ingénieurs hautement qualifiés, 1 330 techniciens spécialisés) et industriels (8 entreprises de conception de circuits intégrés, 1 usine de fabrication de semi-conducteurs, 2 sites de *packaging* avancé). *Siam Silica* s'appuierait sur deux outils principaux : une *sandbox* éducative pour des programmes d'enseignement supérieur, et « STEM+ » la plateforme de formation continue dédiée aux métiers techniques, en fonctionnement depuis 2025, mais destinée à monter en puissance selon le plan gouvernemental du « *Skill Bridge* ».

Révision à la hausse de la prévision de croissance pour 2026 à +2,5 % par le ministère des Finances

Le 27 juillet 2026, le *Fiscal Policy Office* (FPO) du ministère des Finances thaïlandais a revu sa prévision de croissance 2026 à la hausse, à +2,5 %, contre une précédente estimation à +1,6 % en avril. Pour la première fois, le FPO prévoit ainsi une légère accélération de la croissance en 2026, après +2,4 % en 2025. D'une part, le FPO a fortement revu à la hausse sa prévision de croissance des exportations, à +12,5 % (contre précédemment estimée à +6,2 %) compte tenu des données préliminaires d'exportation de marchandises du ministère du Commerce au S1. D'autre part, le FPO prévoit une accélération de l'investissement privé, à +9,0 % (après +3,5 % en 2025), nourrie par les acquisitions de machines et équipements et les projets dans les secteurs prioritaires du gouvernement, eu égard à la hausse continue et importante des demandes d'investissement enregistrées par le *Board of Investment*. L'inflation est prévue à 2,0 % avec une hypothèse de prix du pétrole

brut de Dubaï à 82 USD \$/baril en moyenne sur l'année.

Philippines

Marcos mise sur le pouvoir d'achat et la sécurité énergétique lors du SONA 2026

A l'occasion de son cinquième discours sur l'état de la Nation (SONA), le président Ferdinand Marcos Jr. a annoncé plusieurs pistes de réformes visant à alléger le coût de la vie des ménages dans un contexte d'inflation persistante (+6,4 % en juin) et de ralentissement de la croissance économique (+2,8 % au T1 2026). Le président a notamment proposé de relever le seuil annuel d'exonération de l'impôt sur le revenu à 350 000 PHP (5 700 USD) – concernant ainsi plus de 85 % des salariés, pour un coût de 1 Md USD par an –, de supprimer l'impôt minimum sur les sociétés pour les petites entreprises et d'instaurer une amnistie fiscale couvrant les arriérés d'impôt. Pour réduire les coûts de l'électricité, il a demandé une révision immédiate de l'EPIRA (*Electric Power Industry Reform Act*) afin d'interdire la répercussion sur les consommateurs des coûts liés aux pertes du réseau – représentant environ 5 % d'une facture d'électricité – et a plaidé pour le développement de l'énergie nucléaire, aux côtés des filières hydrogène et solaire, en vue de renforcer la sécurité énergétique.

Des projets français portant sur la souveraineté énergétique (HDF) et numérique (Thalès) cités lors du SONA

Lors du SONA, le président Ferdinand Marcos Jr. a réaffirmé son ambition de renforcer la souveraineté énergétique et numérique du pays, en citant plusieurs projets développés avec la France. Il a souligné l'importance des projets de centrales à hydrogène en phase de pré-développement par Hydrogène de France (HDF) à Marinduque, Masbate, Zamboanga Sibugay, Basilan et dans d'autres zones potentielles. Ces installations devraient fournir une source d'énergie de secours pour les centrales électriques et permettre de répondre aux besoins des zones isolées non raccordées au réseau, tout en réduisant progressivement la dépendance aux combustibles fossiles. Il a également confirmé le développement du premier service philippin « satellite-to-mobile » destiné à garantir la continuité des communications et à renforcer la résilience en cas de crises ou de catastrophes naturelles dans le cadre du projet porté par Thalès et Arianespace.

Poursuite de l'intégration à Pax Silica, un accord cadre attendu avant novembre

Les Philippines poursuivent leur intégration à l'initiative américaine Pax Silica, alors que la signature d'un accord-cadre est attendue avant une éventuelle visite, évoquée par Marc Rubio à Manille, du président Donald Trump aux Philippines en novembre, à l'occasion du 49e sommet de l'ASEAN et du 80e anniversaire des relations diplomatiques américano-philippines. Un protocole d'accord signé le 20 juillet entre la *Bases Conversion Development Authority* (BCDA) et la *Subic Bay Metropolitan Authority* (SBMA) a désigné le port de Subic comme principale porte d'entrée maritime du futur « AI hub » de New Clark City, prévoyant notamment le développement d'infrastructures logistiques, de procédures douanières accélérée et d'une chaîne d'approvisionnement intégrée entre Subic, Pampanga et Tarlac. Le projet suscite toutefois des critiques portant sur ses coûts environnementaux, les risques de déplacement de communautés, ses implications militaires et la pression sur les ressources en eau et en électricité.

Cambodge

De nouveaux droits de douane américain

Les États-Unis instaurent un nouveau droit de douane de 10 % vis-à-vis du Cambodge. Il concerne 99,6 % des importations américaines depuis le Royaume. Seul le textile cambodgien pourrait bénéficier d'un contingent tarifaire sur trois ans si ses intrants proviennent des États-Unis. Or, seuls 0,1 % en émanaient en 2025. Les États-Unis cherchent donc à attirer 6,6 Md USD d'importations cambodgiens d'intrants textiles (soit 20 % des importations totales du Cambodge) ; faisant pression sur le Cambodge qui reste dépendant de ses exportations textiles vers les États-Unis (4,3 Md USD en 2025). Selon l'administration américaine, ce droit de douane répond aux mesures insuffisantes prises par le Cambodge (et 59 autres pays) pour lutter contre le travail forcé. Cette taxe reste plus limitée que celle de ses voisins, fixée à 12,5 %. Elle intervient neuf mois après l'accord fixant un droit de douane additionnel de 19 % sur les exportations cambodgiennes à destination des États-Unis. Mais celui-ci n'a pas freiné les ventes du pays : au premier semestre 2026, ses exportations vers les États-Unis ont crû de 30 % en g.a.

Troisième câble sous-marin pour le Cambodge

Le câble sous-marin SHV-HK, reliant Sihanoukville (sud du Cambodge) à la Chine vient d'atterrir à Hong-Kong avec deux ans de retard. D'un coût de 165 M USD, le projet est co-financé par le ministère des postes et télécommunications et une entreprise publique chinoise, dans un montage impliquant un prêt chinois. Il représente le premier partenariat public-privé (PPP) pour ce type de projet au Cambodge. Long de 2 938 km, le câble offre une capacité de 80 Tb/s sur quatre paires de fibres, pour une durée de vie estimée à 30 ans. Avec SHV-HK, le Cambodge devient le seul pays de l'ASEAN

dont la Chine est le principal accès à internet et aux communications. Le Cambodge était déjà relié au reste du monde par deux câbles : i) le câble MCT (1 300 km, 2017), fourni par HMN Tech (Chine) et relié à la passerelle Amérique-Asie, fournissant un lien direct avec les États-Unis ; ii) le câble AAE-1 (25 000 km, 2017, 40 Tb/s), dont le raccordement au Cambodge a été fourni par NEC et SubCom (Japon-Etats-Unis) et permet de relier le pays jusqu'à l'Europe.

A la recherche du touriste perdu

Le Cambodge a accueilli 1,75 M de touristes au premier semestre 2026 : une baisse de 48 % en un an. Les recettes touristiques subissent aussi une baisse, de moindre ampleur (1,4 Md USD, -31,5 % en g.a.), tout comme celles du site d'Angkor (-30 %). La chute du nombre de touristes thaïlandais (-96 %) résultant du conflit frontalier reste la principale cause. La crise au Moyen-Orient a réduit le nombre de vols hebdomadaires reliant l'Europe au Cambodge, passant de 52 à 44 en un an. Le conflit dans le Golfe a également entraîné une hausse marquée du prix des billets. Le gouvernement maintient pour autant un objectif d'arrivées aériennes à 5,6 M pour 2026, la haute saison débutant en octobre. Pour y parvenir, le gouvernement mise surtout sur deux mesures. D'une part, la suppression des visas pour les ressortissants chinois, qui n'a, pour l'heure, pas fait ses preuves. D'autre part, la campagne « Visit Cambodia in the Green Season », lancée par le Cambodia Tourism Board. Mais cet organisme peine à obtenir des résultats, faute d'un budget, d'une autonomie et d'un mandat pluriannuel, autant de freins qui fragilisent la stratégie de relance du secteur.

Laos

La hausse des prix de l'électricité entraîne un rebond de l'inflation en juillet

L'inflation au Laos a légèrement augmenté en juillet 2026, atteignant 7,6 % en g.a. après 7,4 % en juin, principalement sous l'effet de la forte hausse des tarifs de l'électricité. Selon le Bureau des statistiques du Laos, les prix de l'électricité ont bondi de 91,5 % sur un an et de 27,6 % par rapport à juin. Cette évolution intervient après plusieurs mois de ralentissement de l'inflation, passée de 10,2 % en avril à 9,0 % en mai puis 7,4 % en juin, grâce à la détente des prix des carburants et à une stabilisation du taux de change. Outre l'électricité, plusieurs postes de dépenses demeurent orientés à la hausse, notamment les transports, avec des tarifs de bus en progression de 41,5 % sur un an et des prix des carburants supérieurs de 30,0 % à leur niveau de juillet 2025. Les coûts des soins de santé (+12,7 %), de l'éducation (+12,3 %) ainsi que des restaurants et hôtels (+9,4 %) ont également continué d'alimenter les tensions sur les prix.